

**A FONDS PERDUS**

# Le FMI a froid au dos

Trois experts du Fonds monétaire international — Boileau Loko, Kangni Kpodar et Oumar Diallo, relevant du Département Moyen-Orient et Asie Centrale — viennent d'élaborer un document de travail (IMF Working Paper) consacré aux grands travaux dans notre pays sous le titre : *Le dynamisme des investissements en équipement et les soucis de leur appréciation : coup de froid venant d'Algérie* (Buoyant Capital Spending and Worries over Real

Appreciation: Cold Facts from Algeria)\*.

Le gouvernement algérien a développé une politique budgétaire relativement expansionniste au cours des dernières années, grâce à la hausse du prix du pétrole dont les variations continuent à réguler le destin national.

«Le secteur des hydrocarbures domine l'économie algérienne : il représente près de 45% du PIB en 2005 et 98% des exportations de marchandises.

Les recettes en devises générées par les exportations d'hydrocarbures et domiciliées à la Banque d'Algérie sont généralement réparties entre le gouvernement, Sonatrach et ses filiales. En moyenne, les deux tiers des recettes d'exportation reviennent à la trésorerie, ce qui rend les recettes publiques fortement dépendantes des prix du pétrole.» Comme d'habitude, s'attachant à mesurer les performances du secteur à l'aune de leur impact sur les taux de change réel, il

relève une incidence relativement faible. Cela s'explique par le fait qu'une part importante des dépenses d'équipement est effectuée en biens importés.

Or, il ne suffit pas de construire des routes, des autoroutes, des voies ferrées ou de grands équipements hydrauliques. Encore faut-il savoir les entretenir, les exploiter, les gérer, les manager.

Les dépenses en capital pourraient à long terme se traduire par l'augmentation des opérations et des dépenses d'entretien — pour la plupart des biens —, causant ainsi une plus forte appréciation en termes réels. Cela implique pour l'Algérie d'examiner soigneusement les incidences de son programme d'investissement public sur les dépenses récurrentes. La performance économique au cours des cinq dernières années est attachée à «un environnement extérieur propice et des politiques macroéconomiques appropriées». Aussi, la croissance économique a été «relativement soutenue, l'inflation est restée faible et la balance des opérations courantes s'est notablement renforcée». Cette embellie a offert au pays un espace budgétaire qui a encouragé l'accroissement des dépenses publiques à la faveur d'un ambitieux programme d'investissements publics sur cinq ans, le Plan de consolidation de la croissance (GCP), dédié à l'extension des infrastructures, du parc de logements et de la fourniture des services

publics.

Cette «récente et forte augmentation des dépenses publiques, en particulier dans les dépenses en capital, porte certains risques», avertit le FMI, parce qu'elle peut conduire (si ce n'est déjà fait) à une appréciation du taux de change réel, ce qui a pour corollaire de saper la compétitivité de l'économie hors hydrocarbures. Le document suggère que l'augmentation des dépenses en capital des administrations publiques a eu jusqu'ici «une certaine incidence» sur l'appréciation réelle du taux de change. Il soutient également que les dépenses du gouvernement génèrent des sorties de devises, tout simplement parce que les dépenses publiques sont à forte teneur d'importations.

Le document donne une brève rétrospective de la jeune histoire économique nationale pour la période 1970-2005 :

- Fortes dépenses d'investissement et d'équipement dans les années 1970 et au début des années 1980.

- Réduction significative de l'investissement public, avec maintien d'un niveau élevé des dépenses courantes à partir de la seconde moitié des années 1980, avec pour conséquence une augmentation des déficits budgétaires, l'épuisement des réserves officielles, le recours aux emprunts externes et internes, une inflation galopante et des restrictions à l'importation.

- Programme bénéficiant de l'appui du Fonds en 1994-98, accompagné

d'un resserrement budgétaire.

Par la suite, le gouvernement algérien a poursuivi une politique budgétaire quelque peu expansionniste grâce à la hausse des prix des hydrocarbures. Le programme de redressement économique développé entre 2001 et 2004 a fait passer les dépenses d'équipement d'environ 8% du PIB en 2001 à 11% du PIB en 2004. En 2005, les autorités ont lancé le Programme de consolidation de la croissance (qui doit se poursuivre jusqu'en 2009) dans le but d'améliorer l'infrastructure et la création d'emplois. Ce programme absorbe environ 11% du PIB en 2005. Dans un pays qui se relève d'une période d'instabilité politique, c'est le cas de l'Algérie, les décideurs sont invités à «peser les avantages à moyen et à long terme d'une politique budgétaire prudente à l'égard des besoins immédiats d'une économie fragile et de la demande sociale. Toutefois, d'importantes et rapides augmentations portent certains risques». Ces risques sont essentiellement liés à la qualification et à l'organisation du travail. Ils tiennent, en effet, aux limites qu'accuse l'économie dans «la planification, l'exécution et la gestion des capacités», avec ce que cela génère comme inefficacités, immobilisations et donc surcoûts. Du reste, cette question concerne y compris le premier et pratiquement unique pourvoyeur de devises du pays — Sonatrach —, comme en témoigne l'arrêt, depuis l'été dernier,

du projet Gassi Touil dont le chantier immobilise quatre appareils de forage. A raison de 100 000 dollars par jour et par appareil, Sonatrach a déjà perdu près de 100 millions de dollars. Par ailleurs, la politique budgétaire actuelle «pourrait générer des pressions inflationnistes et aboutir à terme à une appréciation du taux de change réel pouvant contribuer à une détérioration de la compétitivité du secteur hors hydrocarbures». Si les infrastructures sont «nécessaires à l'Algérie pour promouvoir une alternative au secteur des hydrocarbures comme moteur de la croissance, l'actuel programme d'investissement ambitieux constitue une étape importante dans la bonne direction». L'étude conclut que l'augmentation des dépenses en capital du gouvernement est associée à une appréciation relativement modeste du taux de change, ce qui laisse supposer qu'une proportion importante des dépenses en capital est à ce jour orientée vers les produits importés. Cela pourrait changer. En particulier, l'augmentation prévue dans les dépenses en capital pourrait, sur le long terme, se traduire par l'augmentation des dépenses de fonctionnement et d'entretien, causant ainsi une plus forte appréciation en termes réels, avec d'éventuels effets négatifs sur l'avenir du secteur hors hydrocarbures.

D'où le caractère crucial de la mise en œuvre de «politiques d'amélioration de la productivité



[amelhimer@hotmail.com](mailto:amelhimer@hotmail.com)

des réformes». Encore une fois, les collaborateurs du FMI font dans le «deux poids deux mesures». Ils admettent bien volontiers, du bout des lèvres, que la consolidation des finances publiques reste un axe de la stabilisation macroéconomique mais, c'est sur les conditions externes, concernant essentiellement la monnaie, qu'ils sont par contre plus rigoureux, avec pour credo «plus de crédit à l'économie, moins de crédit à l'Etat». Sa politique monétaire mise en œuvre dès le mois d'avril 1994 repose alors sur le relèvement du taux d'intérêt appliqué au refinancement des banques, avec une dévaluation de la monnaie nationale.

Elle a eu pour conséquence immédiate de restreindre l'accès au crédit pour les entreprises, tous secteurs confondus. De fait, l'insertion de l'économie algérienne dans l'économie mondiale se fait encore au moyen de son seul «avantage comparatif» : les hydrocarbures, et l'impact de la dévaluation du dinar sur les exportations hors hydrocarbures tarde à se manifester de façon significative.

A. B.

**POUSSE AVEC EUX !**

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## QUE PEUT-IL DIRE DE PLUS ?

Déclaration de Ali Tounsi : «Ne doivent rester dans les rangs de la police que ceux qui sont en mesure de combattre le terrorisme.»

Ça va gonfler les chiffres du chômage !

Aujourd'hui encore, des gens à qui il faut reconnaître un sens de la patience poussé jusqu'à l'héroïsme attendent que Abdekka parle, dise quelque chose après le double attentat du 11 décembre. Nous sommes le 25, et j'ai encore lu hier un lamentable déchantant sur le silence du chef de l'Etat. M'enfin ! En 2007, que peut dire de plus Boutef sur les terroristes qu'il n'ait déjà dit ? A quelques heures de 2008, y a-t-il encore quelque chose que le président n'aurait pas dit sur les tangos ? Très honnêtement, je ne pense pas. Alors, de grâce, cessons les procès d'intention contre le rais. Arrêtons de guetter une déclaration, un discours ou un communiqué. Sur cette question, il a tout dit. Il l'a dit clairement. Sans équivoque. Il a dit que les terroristes sont nos frères. Il a dit encore que les portes de l'Algérie resteront ouvertes à tous ses enfants, sans distinction. Il a dit encore que les barbus des maquis

étaient de braves combattants. Il a dit encore qu'il ne fallait surtout pas les indisposer par des propos malveillants ou blessants. Il a dit encore qu'il se serait bien vu à leurs côtés, là-haut, au sommet de la montagne. Il a dit encore qu'il tenait à leur disposition une cargaison de passeports pour leur permettre de se rendre au Qatar, s'ils le souhaitaient. Il a dit encore que dans la seconde guerre d'Algérie, il n'y avait ni vainqueur ni vaincu. Il a dit encore que les tangos étaient les pauvres victimes de la première violence, celle de l'interruption du processus électoral. Il a dit encore qu'aucune règle grammaticale n'interdisait de mettre le mot «Monsieur» avant le nom d'un boucher. Il a dit encore que les plumes des journalistes étaient plus criminelles et assassines que les balles et les sabres des combattants islamistes. Il a dit tout ça notre président, et beaucoup d'autres choses encore sur les terroristes et sur leur activité préférée, tuer, brûler et exploser. Que voulez-vous lui faire dire de plus ? Voyons ! Voyons ! Il y a belle lurette que Abdekka a tout dit. Tout le bien qu'il pense des valeureux combattants. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.